

République de Côte d'Ivoire



COP24 · KATOWICE 2018
UNITED NATIONS CLIMATE CHANGE CONFERENCE

COP 24

24^{ème} Conférence de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)

03 au 14 Décembre 2018

Katowice, POLOGNE

- version septembre 2018 -

SOMMAIRE

1. INTRODUCTION	3
2. BILAN DES PROGRES DE L'ACTION CLIMATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE	4
2.1. Restitution nationale de la participation de la Côte d'Ivoire à la COP21	5
2.2. Ratification de l'Accord de Paris sur le Climat.....	5
2.3. Identification et formulation de projets structurants.....	6
2.4. Amélioration de la Gouvernance environnementale et climatique.....	6
2.5. Renforcement des capacités de tous les acteurs	6
2.6. Participation de la Côte d'Ivoire aux COP (Bilans COP21, COP22 et COP23).....	7
2.7. Suivi et évaluation de la feuille de route.....	26
3. OPPORTUNITES ET ENJEUX DE LA COP24.....	26
3.1. Opportunités de la COP24	26
3.2. Enjeux de la COP24.....	27
4. ATTENTES DE LA CÔTE D'IVOIRE A LA COP24	28
4.1. Renforcement des capacités	28
4.2. Mise en œuvre des initiatives d'envergures régionales.....	28
4.3. Mobilisation des ressources financières	29
4.4. Partage d'expériences	29
5. PRESENCE DE LA CÔTE D'IVOIRE A LA COP24	29
5.1. Stand de la Côte d'Ivoire	29
5.2. Animation du stand de la Côte d'Ivoire.....	30
5.3. Panels en salle de conférences.....	30
6. PARTICIPATION AUX NEGOCIATIONS AVEC LE GROUPE AFRICAIN	31
7. INFORMATIONS PRATIQUES POUR KATOWICE	32
7.1. Accréditation des participants ivoiriens	32
7.2. Fuseau horaire	32
7.3. Monnaie.....	33
7.4. Vaccin.....	33
7.5. Climat.....	33
7.6. Visa	33
7.1. Transfert aux Aéroports et navettes vers le site de la COP24	33
7.2. Site de la COP24	34
7.3. Comment se loger à Katowice ?	34

1. INTRODUCTION

Trois ans après la 21^{ème} conférence sur le climat à Paris, qui a vu naître l'accord historique, universel et contraignant visant à limiter le réchauffement climatique en deçà de 2° C voir 1,5° C à l'horizon 2100, et dont l'opérationnalisation se discute lors de chaque COP, la Côte se prépare à prendre part à la 24^{ème} conférence des Nations Unies sur le climat qui a lieu du 03 au 14 décembre 2018 à Katowice en Pologne.

La revue des études scientifiques sur les changements climatiques au cours de ces 25 dernières années réalisées par le Groupe Intergouvernemental des Experts en Climat (GIEC), confirme que la planète vit un réchauffement climatique sans précédent. En effet, l'équilibre de notre planète est perturbé, bouleversant ainsi les mécanismes naturels qui régulent le système Terre et menaçant par là même occasion tous les écosystèmes et les espèces vivantes.

Bien que notre continent contribue très peu au réchauffement global, la région souffre déjà durement de ses impacts. L'Afrique souffre le plus des effets des changements climatiques du fait de sa vulnérabilité élevée et notre pays n'est pas épargné. L'augmentation de la température moyenne à la surface de la planète pourrait atteindre 4,8° C à l'horizon 2100 si rien n'est fait. Selon les prévisions, plus de 180 millions de personnes en Afrique sub-saharienne pourraient mourir à cause du changement climatique d'ici à la fin du siècle. En vertu du principe de la responsabilité commune mais différenciée de la Convention, la Côte d'Ivoire a décidé de mobiliser tous les moyens nécessaires pour assurer sa transition énergétique, développer de façon durable son agriculture et intégrer ses déchets dans une économie circulaire. Ainsi, pour assurer sa transition énergétique, la Côte d'Ivoire a déjà entamé le développement des énergies renouvelables à travers la construction de plusieurs mini-réseaux solaires, l'amélioration continue du cadre d'investissement dans le secteur des énergies renouvelables et le développement de projets d'énergies à partir de la biomasse agricole. De plus, pour développer de façon durable son agriculture, la Côte d'Ivoire s'est inscrite dans une logique d'agriculture zéro déforestation, permettant de réduire la déforestation, de promouvoir les pratiques durables et intégrées, et de mettre en cohérence la planification et l'aménagement de l'espace rural pour développer l'agriculture. Enfin, afin d'assurer une gestion efficace de ses déchets, la Côte d'Ivoire a décidé de les intégrer dans une économie circulaire à travers la promotion du concept d'éco-conception des produits, la récupération, l'utilisation et le recyclage des déchets (agricoles, forestiers et ménagers), et la valorisation des eaux usées.

Aujourd'hui, nous avons besoin, plus que jamais de conjuguer nos efforts afin d'aboutir à un renforcement de nos capacités, à la mise à disposition effective des ressources financières promises et à un réel développement et un transfert effectif des technologies climatiques. Cela ne peut se faire sans l'implication et la volonté de tous et de chacun.

Aussi, notre pays ne doit donc pas rester en marge des efforts qui sont faits au niveau international afin d'apporter des solutions durables à ces problèmes. A ce titre, cette 24^{ème} conférence mondiale va permettre à notre pays de mobiliser les ressources

nécessaires pour la mise en œuvre concrète de cette feuille de route. C'est tous ensemble que nous y arriverons !

Ce document fait le bilan de l'action climatique en Côte d'Ivoire en présentant également les opportunités, les enjeux et les attentes de la Côte d'Ivoire à cette COP24. Enfin, les informations pratiques pour cette COP24 sont mentionnées.

2. BILAN DES PROGRES DE L'ACTION CLIMATIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Le 12 décembre 2015, le monde entier a adopté un Accord universel et juridiquement contraignant sur le climat. Cet Accord traduit la volonté de tous les Etats-parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) à aller vers un développement plus sobre en carbone et résilient aux effets néfastes des changements climatiques. De plus, l'accord met en exergue la mobilisation de ressources financières en faveur des pays en développement, le renforcement des capacités, le développement et le transfert des technologies, et la mise en œuvre d'actions concrètes plus ambitieuses d'atténuation et d'adaptation.

Aussi, avant de présenter les points qui seront discutés lors de cette COP24, il est rappelé les éléments clés de cet Accord de Paris. En effet, l'Accord de Paris sur le climat marque un tournant décisif vers un nouveau monde. Le but de cet accord est d'apporter une réponse efficace au réchauffement de la planète qui met en péril l'avenir de l'humanité. De ce fait, l'Accord a confirmé l'objectif de maintenir le seuil d'augmentation de la température à 2 degrés à l'horizon 2100 et de s'efforcer de tendre vers 1,5°C. Par ailleurs, l'Accord met l'accent sur :

- ◆ Le soutien pour une initiative sur les énergies renouvelables en Afrique ;
- ◆ Les garanties du soutien de la communauté internationale à la mise en œuvre effective des mesures d'adaptation ;
- ◆ Les garanties de la mise à disposition de financements nouveaux, additionnels et prévisibles avec un palier minimum de 100 milliards de dollars par an dès 2020 en respect des engagements pris depuis 2009.

La participation de la Côte d'Ivoire a été enrichissante et fructueuse au regard des acquis de la COP21. Cet accord Climat de Paris a des implications sur l'orientation des stratégies de développement. L'intégration des actions climatiques et de développement durables dans les programmes de développement est vitale pour inverser la tendance actuelle du réchauffement climatique et atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD). La Côte d'Ivoire a soutenu la position commune du Groupe Africain.

A l'issue de cette conférence, la Côte d'Ivoire a initié un dialogue national sur la restitution de sa participation à la cette COP et élaboré de manière participative et inclusive, sur la base du Plan National de Développement (PND) et des Contributions

Prévues Déterminées au niveau National (CPDN), une feuille de route pour la mise en œuvre de cet accord.

En outre, l'Accord de Paris offre des possibilités pour renforcer et améliorer la dynamique de croissance verte enclenchée par notre pays. Cela devra se traduire, comme le prévoit l'Accord, par des appuis conséquents sur le plan financier, du développement et du transfert des technologies climatiques et, du renforcement des capacités. En effet, plusieurs actions prioritaires méritent d'être soutenues. Il s'agira de promouvoir les modes de production et de consommation durables, de mettre en place un mécanisme endogène de financement des actions climatiques (fiscalité verte, fonds vert climat national, etc.), de promouvoir les métiers et emplois verts pour les jeunes et les femmes, d'accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique, d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, des villes et des industries, et de mettre en place un système d'évaluation – rapportage et vérification de la mise en œuvre des actions sur le climat.

Ces actions devront contribuer non seulement à justifier la part de la Côte d'Ivoire dans l'effort global de lutte contre les changements climatiques mais également de lutter contre la pauvreté des populations et de rester sur la trajectoire d'une croissance verte inclusive qui implique tous les acteurs.

La Côte d'Ivoire, pays en développement, veut se donner tous les moyens nécessaires pour respecter ses engagements en matière de lutte contre les changements climatiques, mettre en œuvre l'Accord de Paris sur le climat et en tirer un maximum de profits pour appuyer son développement. Pour cela, plusieurs activités inscrites ou non au sein d'une feuille de route (articulée autour de sept-7 points) dont elle s'est dotée, ont été entreprises au lendemain de cette COP21.

2.1. Restitution nationale de la participation de la Côte d'Ivoire à la COP21

Tenue le Vendredi 08 avril 2016, la cérémonie de restitution nationale de la participation de la Côte d'Ivoire à la COP21 a donné un signal fort à l'ensemble des acteurs pour une mobilisation en vue de la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans la perspective de l'émergence de la Côte d'Ivoire à l'horizon 2020. **Elle a été présidée par SEM le Premier Ministre Daniel KABLAN DUNCAN en présence des Ministres en charge de l'Environnement de la CEDEAO.** Cette cérémonie a également été, l'occasion de lancer de façon officielle, les travaux de cette feuille de route.

2.2. Ratification de l'Accord de Paris sur le Climat

Le 22 avril 2016, SEM le Président de la République de Côte d'Ivoire Alassane OUATTARA s'est rendu au siège des Nations Unies à New-York pour signer l'Accord de Paris sur le Climat et présenter la stratégie de la Côte d'Ivoire pour ratifier cet Accord. Cela démontre la volonté politique de l'Etat de Côte d'Ivoire à mettre en œuvre cet Accord universel sur le climat.

Par la suite, le mercredi 07 Septembre 2016, le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord de Paris sur le Climat, adopté le 12 décembre 2015. L'Accord a été transmis à l'Assemblée Nationale pour son examen lors de sa 2^{ème} session ordinaire le jeudi 13 octobre 2016. Le projet de loi de ratification a été adopté par l'Assemblée Nationale et **la Côte d'Ivoire a ratifié cet accord de Paris sur le climat le 25 octobre 2016.**

2.3. Identification et formulation de projets structurants

Conformément à la feuille de route de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le Climat, une matrice de projets structurants a été élaborée, en collaboration avec toutes les parties prenantes (ministères, collectivités territoriales, secteur privé et société civile), afin de les présenter aux différents guichets climatiques pour financement. A cet effet, plusieurs rencontres ont été initiées et à la date de Juillet 2018, ce sont environ **150 projets** qui ont été collectés et qui sont en phase de compilation.

2.4. Amélioration de la Gouvernance environnementale et climatique

L'amélioration de la gouvernance environnementale et climatique a été entreprise à travers **la création d'une Direction de Lutte contre les Changements Climatiques (DLCC)** lors du conseil des ministres du Mercredi 03 Août 2016 avec comme mission de superviser toutes les stratégies et les actions en matière de changement climatique. Cette direction est aidée dans ses missions par 4 sous-directions : la sous-direction des Politiques et Stratégies d'Adaptation et d'Atténuation, la sous-direction des Etudes et Projets, la sous-direction du Développement et du Transfert des Technologies et la sous-Direction du Renforcement des capacités et Finances climatiques.

Par ailleurs, il est prévu la mise en place d'une Commission Nationale de lutte contre les Changements Climatiques (CNCC) sur la base d'un arrêté. Ce projet d'arrêté, relatif à la création du CNCC, précisera la composition, les attributions et le fonctionnement du Comité de Pilotage, du Comité de Coordination et des Groupes de travail thématiques.

2.5. Renforcement des capacités de tous les acteurs

Dans le cadre du vaste programme de renforcement des capacités contenu dans cette feuille de route, des ateliers ont été organisés au niveau national avec toutes les parties prenantes. Il s'agit entre autre de :

- ✓ Atelier sur le **Fonds Vert pour le Climat - 19 février 2016** - CERRAE-UMOA, Abidjan.

- ✓ Atelier régional du Cluster francophone sur la **contribution des NAMA à la mise en œuvre des CPDN - 12 au 13 avril 2016** - Université WASCAL, Bingerville.
- ✓ Formation sur la préparation de **l'inventaire des gaz à effet de serre pour la foresterie - 27 au 30 avril 2015** - Secrétariat de la REDD+, 2 Plateaux, Abidjan.
- ✓ Atelier sur les **méthodologies d'élaboration des inventaires de gaz à effet de serre selon les lignes directrices du GIEC (2006) et le logiciel IPCC – 27 au 29 septembre 2017** – Grand-Bassam.
- ✓ Atelier sur la **formulation de projets structurants selon les exigences de la finance climatique – 04 au 06 octobre 2017** – Grand-Bassam.
- ✓ Atelier sur le **système de management Assurance Qualité/Contrôle Qualité des inventaires de gaz à effet de serre – 03 au 07 septembre 2018** – MINEDD, Abidjan.

En outre, dans ce vaste projet de renforcement de capacités, il faut souligner la participation du MINEDD à de nombreux ateliers/séminaires/conférences aux niveaux international, régional et national sur les thématiques en lien avec les changements climatiques.

2.6. Participation de la Côte d'Ivoire aux COP (Bilans COP21, COP22 et COP23).

❖ COP21 : 30 nov. - 12 déc. 2015 (Paris – France)

Son enjeu était d'aboutir à l'adoption d'un premier **accord universel et contraignant** sur le climat qui prendra la suite du Protocole de Kyoto, à partir de 2020, afin de maintenir l'augmentation de la température globale en deçà de 2°C.

Pour ce faire, chaque pays a publié ses Contributions Prévues Déterminées au niveau National (CPDN, INDC en anglais) présentant ses efforts nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

En tant que Pays partie à la Convention, la Côte d'Ivoire a participé activement à la CoP21 de Paris 2015 avec une délégation constituée de participants issues de la plupart des secteurs d'activités, composées comme suit :

- les institutions représentées par la Présidence, la Primature, l'Assemblée Nationale et le Conseil Economique et Sociale ;
- les Ministères Techniques avec en tête de file le Ministère de Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le Ministère des Eaux et Forêts, le Ministère des Transports et le Ministère du Pétrole et de l'Energie ;

- Les Collectivités Territoriales avec le CCT/UEMOA, l'ARDCI, le District d'Abidjan, plusieurs Conseils Régionaux et l'UVICOCI ;
- Le Secteur Privé
- La Société Civile

Avant le démarrage officiel de la COP21, des activités sur l'accord de texte se sont déroulées au Bourget, du 23 au 29 novembre 2015 et le Point Focal National de la CCNUCC accompagné de nos négociateurs ont participé aux séances de travail du Groupe Africain visant à s'accorder sur les modalités d'organisation et les procédures à suivre pour une participation efficace aux négociations.

La cérémonie d'ouverture de la COP21 a été marquée par une intervention du Président de la République de Côte d'Ivoire qui a exposé les positions de la Côte d'Ivoire et a par la suite visité le stand de la Côte d'Ivoire aménagé sur le site du Bourget.

Durant les douze (12) jours qui ont suivi, la délégation ivoirienne, conduite par le Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable a mené différentes activités.

Au titre des Rencontres Bilatérales, le Ministre chargé de l'Environnement a rencontré la ***Présidente du Fonds Vert Climat, l'Ambassadeur Climat pour l'Afrique, la délégation américaine et le Ministre d'Etat Gabonais, facilitateur du Groupe Africain sur la thématique Finance.***

Par ailleurs, dans le cadre des rencontres relatives au mécanisme de Réduction des Emissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD+), la Délégation ivoirienne a eu des séances de travail avec la Norvège et le Costa Rica.

Un accord a également été signé entre le Gouvernement ivoirien et le Centre et Réseau de Technologie Climatique (CRTC) pour l'amélioration de la gestion de la qualité de l'air dans le District d'Abidjan.

Au titre des visites de stands et d'entreprises, la délégation ivoirienne a visité les stands de structures spécialisées dans les énergies renouvelables. Il s'agit de ***Bouygues, de Skypower, de Sunna design et l'Usine CARBONEX.***

Au titre des réunions et séances de travail, le Ministre chargé de l'environnement a participé à :

- La Réunion avec le Président du Groupe Africains des Négociateurs et un administrateur africain du Fond Vert au stand de la Côte d'Ivoire ;
- Aux Réunions de la Conférence des Ministres Africain de l'Environnement (CMAE) ;

- la Réunion des Ministres Africains organisée sur Invitation du Ministre Jean Louis BOORLO.
- plusieurs séances de travail et de concertation à son initiative, avec des ministres francophones, des membres de la délégation des USA, des représentants de la Présidence de la COP au stand de la Côte d'Ivoire et ailleurs.
- à toutes les réunions de l'instance d'information et de décision ad'hoc dit « Comité de Paris ».

La Côte d'Ivoire a par ailleurs mené une offensive diplomatique pour la prise en compte de la lettre des Chefs d'Etat au Président Hollande dans l'accord climat.

Au titre des Panels et Conférences,

La délégation ivoirienne a organisé **un Side Event – Panel de la Côte d'Ivoire** sur le **Thème** : « Lutte contre les changements climatiques- Développement Durable et Emergence de l'Afrique ».

Elle a aussi pris part à différents sides events, portant sur diverses thématiques couvrant les domaines de l'agriculture durable, des énergies renouvelables, de l'implication et du rôle des femmes et des jeunes dans la lutte contre les changements climatiques, l'apport des solutions innovantes de la recherche.

Le Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable a également participé à des panels et/ou tables rondes sur les principales thématiques suivantes :

- lutter contre la pauvreté rurale tout en réduisant la déforestation ;
- l'érosion et l'adaptation dans les zones côtières d'Afrique de l'Ouest ;
- la Coopération ville/ Etat ; un levier essentiel face au défi climatique ; l'exemple de l'Afrique francophone » ;
- la résilience des paysages pour réduire la fragilité, les conflits et les migrations en Afrique.

Il a aussi participé à l'émission « *Ça vous regarde* » de LCF ainsi qu'au **Panel de l'Alliance Climat Air Pur**.

L'ACCORD DE PARIS

A l'issue de cette COP 21 qui a été prolongée d'une journée et après plusieurs journées et nuits de négociations, d'abord au niveau technique, puis ensuite au haut

niveau politique à travers des plénières, des groupes de contact, des rencontres bilatérales et des réunions en format *indaba*, l'accord de Paris a été finalement adopté.

Cet accord est différencié, durable, dynamique, équilibré, et juridiquement contraignant. Il confirme l'objectif central, vital même, de contenir l'augmentation de la température moyenne de la terre bien en deçà de 2 degrés Celsius et de s'efforcer de limiter cette augmentation à 1,5 degré Celsius, ce qui permettrait de réduire significativement les risques.

Il accélère la transition et aide, tous les pays, à prendre le tournant d'un développement résilient et faiblement émetteur, fondé sur des modes de vie soutenables. Au-delà des strictes questions climatiques, ce texte adopté à Paris servira les grandes causes que sont la sécurité et la production alimentaires, la santé publique, la lutte contre la pauvreté, les droits essentiels et en fin de compte la paix.

Ainsi, de façon détaillée selon les principales thématiques de négociations, il ressort les points saillants suivants :

- ◆ Au niveau de l'**atténuation**, le texte de décision, en son point 23 du préambule, ainsi que le texte de l'accord, en son article 4, paragraphe 9, invite les Parties à communiquer leurs efforts ambitieux de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) tous les 5 ans. Par ailleurs, l'article 4, paragraphe 4 et 5, demande aux pays développés de prendre le lead en ce qui concerne les mesures d'atténuation et leur demande d'apporter un appui à la mise en œuvre de l'article 4 (atténuation) en accord avec les articles 9, 10 et 11 qui traitent respectivement du financement, du développement et transfert de technologies, et du renforcement des capacités.
- ◆ Au niveau de l'**adaptation**, le texte est assez favorable aux pays africains. En effet, le texte, en son article 7, paragraphe 1, 2, 3, 7 et 8, met l'accent sur l'importance de l'adaptation aux changements climatiques pour les pays vulnérables qui subissent les effets néfastes des changements climatiques sans avoir suffisamment de ressources pour y faire face. De plus, cet article, en son paragraphe 9, demande à tous les pays d'élaborer et mettre en œuvre des plans et programmes nationaux d'adaptation aux changements climatiques.
- ◆ Au niveau du **financement**, le texte de l'accord, en son article 9, paragraphes 1 et 3, appelle les pays développés à faire face à leurs responsabilités historiques en apportant aux pays en développement, les ressources financières suffisantes pour mettre en œuvre leurs stratégies bas-carbone et leurs plans d'adaptation. De plus, le texte de décision de l'accord de Paris, en son paragraphe 54, demande aux pays développés de mobiliser 100 milliards de dollars par an à partir de 2020 et de réviser cette somme à la hausse à partir de 2025.

- ◆ Au niveau de la **mise au point et le transfert de technologies**, l'article 10 de l'accord de Paris, en son paragraphe 1, demande aux Parties de faire la mise en œuvre effective du transfert de technologie climatique afin d'améliorer la résilience et les actions d'atténuation. Cela comprend, tel que défini par le paragraphe 5, le renforcement des capacités et la mise à disposition de ressources financières.
- ◆ Au niveau des **pertes et dommages**, le texte, en son article 8, paragraphes 1, 3 et 4, reconnaît l'importance d'une prise en compte des questions de pertes et préjudices dans les négociations sur le climat et demande la mise en œuvre d'actions urgentes pour renforcer la coopération entre les Parties pour faire face à ce genre de situations. Néanmoins, le paragraphe 52 du texte de décisions stipule que « l'article 8 de l'accord ne peut donner lieu ni servir de fondement à aucune responsabilité ni indemnisation ».
- ◆ Au niveau du **renforcement des capacités**, l'article 11, paragraphe 1, prévoit une mise en œuvre pour renforcer les capacités et les aptitudes des pays en développement pour faire face aux changements climatiques. De plus, le paragraphe 72 du texte de décision de l'accord, prévoit la mise en place d'un Comité de Paris sur le renforcement des capacités afin de combler les gaps et les besoins des pays dans la mise en œuvre des initiatives de renforcement des capacités et encourager à d'autres efforts en faveur de ces pays en développement.
- ◆ Au niveau de la question de la **différenciation**, il est clairement visible dans les questions de responsabilités et d'efforts d'atténuation, la classification faite et demandant aux pays développés de prendre le lead (article 4). De même, le financement (article 9, paragraphes 1, 2 et 7) fait mention que les pays développés devront apporter un appui financier, notamment sur la mobilisation des 100 milliards de dollars / an, au pays en développement.
- ◆ Au niveau de la question de l'**ambition**, le préambule du texte de décision et l'article 2 (objectifs de l'accord), paragraphe 1a, mentionne clairement l'adoption de l'objectif 2°C et précise la poursuite des efforts de réduction afin de tendre vers les 1,5°C. De plus, le paragraphe 21 du texte de décision de l'accord, invite le Groupe Intergouvernemental des Experts sur l'Evolution du Climat (GIEC) à produire un rapport technique en 2018 sur les impacts d'un réchauffement climatique à 1,5°C.

Considérations générales :

- ◆ Un nouveau paragraphe en fin du préambule du texte de décision, fait ressortir, de façon paraphrasée mais correcte, la deuxième et la troisième proposition de texte à inclure dans l'accord voulue et signée, le 1^{er} décembre 2015, par les Chefs d'Etats africains. Ce paragraphe a été ajouté

suite à la percée diplomatique faite par Monsieur le Ministre durant la nuit du 08 décembre 2015.

- ◆ Selon l'article 14, paragraphe 2, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties à l'Accord procède à son premier état des lieux mondial en 2023 et tous les cinq ans par la suite, sauf décision contraire de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties à l'Accord.

LES PERSPECTIVES POUR LA CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire a participé à cette COP21 avec des objectifs et des ambitions reflétés dans ses Contributions Prévues Déterminées au niveau National (INDC). En effet, notre pays entend réaliser des efforts de réduction et mettre en œuvre des actions d'adaptation qui devront nécessairement s'appuyer sur l'accord de Paris.

Ainsi, au regard des questions d'atténuation, il a été demandé aux pays de réviser leurs INDC avec plus d'ambition afin d'atteindre l'objectif de limiter le réchauffement global de la planète à 2°C voire 1,5°C. A cet effet, il est déjà prévu une révision et/ou une actualisation de ses INDC tous les cinq ans.

Au regard des questions d'adaptation, la Côte d'Ivoire a déjà entamé la préparation de son Plan National d'Adaptation (PNA) et le nouvel accord permet à tous les pays en développement de bénéficier du Fonds d'Adaptation pour la rédaction de leurs plans et stratégies nationales d'adaptation au changement climatique. Il convient de préciser, qu'avant cet accord, le Fonds d'Adaptation ne finançait que les Pays Moins Avancés (PMA) dans la préparation de leurs documents stratégiques sur l'adaptation.

Au regard des questions de financement, le texte de l'accord de Paris permet à tous les pays en développement, tels que la Côte d'Ivoire, de disposer d'une ressource de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, année plancher, avec une révision de cette cagnotte à partir de 2025. Ce financement ne met pas de priorité entre les projets d'atténuation et ceux d'adaptation. A cet effet, la Côte d'Ivoire vient d'obtenir un appui financier de 300,000 dollars (soit environ 150 millions de Francs CFA), pour se préparer à capter ces fonds depuis le Fonds Vert pour le Climat. Il faut noter que pour l'instant seulement 6 à 10 milliards de dollars US sont disponibles au niveau du FVC.

Au niveau du transfert de technologies, la Côte d'Ivoire vient de signer son deuxième plan de réponse avec le Centre et Réseau de Technologies Climatiques (CRTC), pour la mise en œuvre d'un projet sur la qualité de l'air dans le District d'Abidjan.

Au regard de tout cela, pour la mise en œuvre de notre INDC, nous allons proposer ce qui suit :

- la création d'un Comité Interministériel des changements climatiques composé des ministères concernés présidé par le Premier Ministre et chargé de la mise en œuvre et du suivi des INDC (CICC) ;

- la mise en place d'un Secrétariat ancré au Ministère de l'Environnement de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, chargé d'appuyer techniquement le CICC et d'élaborer une feuille de route claire calée sur le PND ;
- l'adoption de textes législatifs et réglementaires favorables à notre stratégie bas carbone et à la mise en œuvre de l'accord de Paris ;
- l'élaboration d'un Plan National d'Adaptation ;
- L'intégration effective des changements climatiques dans la planification nationale et locale ainsi que les politiques sectorielles.

En tout état de cause il faudrait avoir une vision claire de ce que nous envisageons pour la Côte d'Ivoire en termes de programmes d'atténuations et d'adaptation :

- l'élaboration dans le cadre de ces programmes, de Projets d'envergures, structurants, et faisant l'objet par avance d'études pointues qui les chiffrent. A ce niveau, il est indispensable de se donner les moyens d'avoir les compétences pour élaborer ces projets et les présenter dans les formats requis aux différents guichets qui sont ou seront ouverts à cet effet, notamment le Fond Vert pour le Climat.

❖ **COP22 : 07 nov. – 18 nov. 2016 (Marrakech – Maroc)**

La vingt-deuxième Conférence des Parties (COP22) sur le climat s'est tenue à Marrakech, au Maroc, du 07 au 18 novembre 2016, couplée à la douzième Conférence des Parties des Etats signataires du Protocole de Kyoto (CMP12) et à la première Conférence des Parties des Etats signataires de l'Accord de Paris (CMA1). Cette COP22, dite « COP de l'action », avait pour thème : « *l'atténuation aux effets du changement climatique et l'innovation en matière d'adaptation* ». Elle a pris le relais de la COP21 au cours de laquelle des avancées importantes ont été enregistrées. A travers cette vingt-deuxième Conférence des Parties (COP22), le monde entier s'est fixé comme objectif de développer des outils opérationnels pour concrétiser les différents axes retenus dans l'Accord de Paris sur le climat, notamment ceux qui ont trait à l'adaptation, à l'atténuation, à la transparence, à l'ambition, au transfert de technologies, au renforcement des capacités, à la mobilisation des ressources financières et aux pertes et préjudices.

En tant que Pays partie à la CCNUCC, la Côte d'Ivoire a participé activement à la COP22 de Marrakech 2016 avec une délégation constituée de participants issues de la plupart des secteurs d'activités et composées comme suit :

- ◆ des institutions représentées par la Présidence de la République, la Primature, l'Assemblée Nationale et le Conseil Économique et Social ;

- ◆ des différents Départements Ministériels, des Centres de Recherches et des Structures Etatiques ;
- ◆ des Collectivités Territoriales ;
- ◆ du Secteur Privé ;
- ◆ des Organisations de la Société Civile et des médias.

Avant le début officiel de la COP22, des réunions préparatoires sur les textes de négociations se sont tenues au Palais des Congrès de Marrakech, au Maroc, du 03 au 06 novembre 2016 où le Point Focal National de la CCNUCC accompagné de nos négociateurs ont participé aux échanges du Groupe Africain (03 et 04 novembre 2016) et du groupe des G77 plus la Chine (05 et 06 novembre 2016). Ces réunions préparatoires, encore appelées groupes de contacts, ont eu pour objectif de s'accorder sur les points critiques et les « lignes rouges » à ne pas franchir durant les négociations de cette COP22.

A l'issue de ces réunions préparatoires, la cérémonie d'ouverture de la COP22, qui a eu lieu le 07 novembre 2016, a été marquée par les interventions suivantes :

- ◆ La Présidente de la COP21/CMP11, **Madame Ségolène Royal**, a ouvert la COP22 en rapportant que 100 pays ont signé l'Accord de Paris et en appelant les Parties à la CCNUCC restantes à le ratifier avant la fin 2016. Qualifiant la COP22 de « COP Africaine », elle a appelé à la justice climatique pour le continent.
- ◆ La Secrétaire exécutive de la CCNUCC, **Madame Patricia Espinosa**, a souligné que la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris n'est pas acquise, et a pointé le besoin : de soutenir l'adaptation; de développer le mécanisme de pertes et préjudices; et d'établir un niveau de financement prévisible capable de catalyser un développement sobre en émissions de CO₂.
- ◆ Le Président du GIEC, **Monsieur Hoesung Lee**, a relayé le « très actif » programme de travail du GIEC qui viendra soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur des bases scientifiques, en signalant notamment l'approbation des grandes lignes du rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5°C, comme la COP21 l'avait demandé.
- ◆ Évoquant les célèbres jardins de Marrakech, le Maire de la ville, **Monsieur Mohammed Larbi Belcadi**, a évoqué les efforts déployés par la cité pour protéger l'environnement, notamment avec des zones vertes et des projets en faveur de l'efficacité énergétique, ainsi que son engagement pour une COP réussie qui conduise à des solutions concrètes.

Suite à cette cérémonie d'ouverture de la COP22/CMP12/CMA1, l'assemblée a procédé à l'élection du bureau. Ainsi, **Monsieur Salaheddine Mezouar, Ministre des Affaires Etrangères du Maroc, a été élu Président de la COP22/CMP12 par acclamation**. Souhaitant aux délégués la bienvenue dans la « ville rouge », il a déclaré que la conférence symbolise l'engagement du continent entier sur l'action

climatique. Félicitant les pays pour la prompte entrée en vigueur de l'Accord de Paris, il a appelé à prendre appui sur cette dynamique pour donner de la tangibilité à l'Accord et pour « parachever les mécanismes de soutien ».

Pendant les 12 jours des négociations sur le climat qui ont succédé à cette cérémonie d'ouverture, plusieurs événements ont eu lieu sur les stands des délégations. Ainsi, l'animation du stand de la Côte d'Ivoire, d'une superficie de 150m², a été marquée par des visites régulières de nombreux participants étrangers et ivoiriens qui ont pu apprécier les initiatives de l'ensemble des parties prenantes (structures publiques et parapubliques, secteur privé, collectivités territoriales, société civile) engagées dans la lutte contre les changements climatiques.

La particularité de la participation de Côte d'Ivoire à la COP 22 réside dans l'organisation de panels et de rencontres ainsi que dans la formalisation de partenariats.

En effet, du Mardi 08 au Jeudi 17 novembre, la salle de conférences et la salle de réunion du stand de la Côte d'Ivoire ont enregistré :

- ◆ 18 panels sur des thématiques relatives à des actions d'adaptation, d'atténuation, de financement et d'innovation technologique ;
- ◆ 7 signatures de partenariats ;
- ◆ 1 réunion des Ministres chargés de l'Environnement de la CEDEAO en présence des hauts responsables du Fonds Vert pour le Climat (FVC) ;
- ◆ 1 réunion du programme de Biodiversité et Changement Climatique en Afrique de l'Ouest (WABiCC) qui est une initiative de l'USAID ;
- ◆ 1 réunion sur le programme de Partenariat Régional pour la Conservation de la zone côtière et Marine en Afrique de l'Ouest (PRCM) ;
- ◆ La visite du stand de la Côte d'Ivoire par SEM. le Président de la République.

Au titre des panels :

Ce sont, au total, plus de **870 participants** qui ont été enregistrés, soit une moyenne de 48 participants par panel. Les thématiques abordées ont concerné les énergies renouvelables, l'agriculture, la foresterie, les opportunités de financement, les villes durables, la gestion de l'environnement côtier et le genre. Au cours de ces panels, les communications ont été de très bonne qualité et les participants, qui ont manifesté un grand intérêt, ont fait des contributions très constructives. On peut retenir l'appel à la synergie d'action entre les différentes parties prenantes nationales, la nécessité d'un renforcement de capacités pour l'élaboration de projets structurants bancables et éligibles aux différents guichets climatiques tels que le Fonds Vert et les Fonds d'Adaptation, la création d'un cadre de concertation nationale pour l'action climatique, la création d'un Fonds National pour le Climat et l'instauration d'une semaine climatique en Côte d'Ivoire.

Au titre des partenariats :

Au titre des partenariats, **sept (07) accords** ont été signés sous forme de protocole, de convention et d'adhésion entre l'Etat de Côte d'Ivoire et des partenaires internationaux lors de cette COP22. Parmi les signataires ivoiriens figurent le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (02), le Ministère du Pétrole et de l'Energie (01), la SODEFOR, structure sous-tutelle du Ministère des Eaux et Forêts (01) et l'Association Ivoirienne des Energies Renouvelables (03).

Au titre de la réunion des Ministres en charge de l'Environnement de la CEDEAO :

La réunion des Ministres de l'Environnement chargés de la CEDEAO, initiée par Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, s'est déroulée le Dimanche 13 novembre 2016 dans la salle de conférence du stand. Les discussions ont porté sur le Fonds Vert Climat et la mise en place de l'Organisation Ouest Africaine de l'Environnement et du Développement Durable (OOAEDD). A cette rencontre, a pris part M. Ousseynou Nakoulima, Directeur de la Programmation Pays du Fonds Vert pour le Climat (FVC).

Au titre de la visite du stand de la Côte d'Ivoire par Son Excellence Monsieur le Président de la République :

Le point culminant des activités a été la visite de Son Excellence Monsieur le Président Alassane OUATTARA sur le stand de la Côte d'Ivoire. Accompagné des Ministres chargés de l'Agriculture, du Pétrole et de l'Energie, des Eaux et Forêts et du Transport, le Président a été accueilli par Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable et de nombreux participants ivoiriens en liesse. Après le Mot de bienvenue du Ministre Rémi ALLAH-KOUADIO, un film institutionnel, présentant l'engagement de la Côte d'Ivoire à la lutte contre les changements climatiques, a été présenté à Son Excellence Monsieur le Président de la République. Il a par la suite pris la parole pour féliciter Monsieur le Ministre de l'Environnement et l'ensemble des participants pour leur grande mobilisation à cette COP 22, tout en réaffirmant l'engagement de la Côte d'Ivoire à lutter contre les effets pervers des changements climatiques. Il s'est par la suite prêté aux questions des journalistes.

Au titre des visites de stands et d'entreprises :

La délégation ivoirienne a visité les stands des autres délégations africaines situés dans la zone bleue dite « zone onusienne » et de certaines structures dans la zone verte qui est une zone d'innovations réservée au grand public et aux organisations de la société civile.

Au titre du Segment de Haut Niveau (HLS) :

Ayant débuté dans l'après-midi du Mardi 15 novembre 2016 dans la salle plénière de la zone bleue, les déclarations des pays, à l'occasion du Segment de Haut Niveau (HLS), ont été l'un des faits les plus marquants de ce sommet des Nations Unies sur le climat. Ces déclarations se sont poursuivies jusqu'à la matinée du Jeudi 17 novembre 2016.

Intervenant à la 8^e position, le Président de la République de Côte d'Ivoire, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA a rappelé les objectifs de développement et la stratégie bas carbone de la Côte d'Ivoire, en mettant en exergue certaines actions dans les secteurs prioritaires pour l'atténuation et pour l'adaptation tels que l'agriculture et l'énergie.

Au titre des décisions majeures adoptées lors de la COP22/CMP12/CMA1 :

La COP22 a été ce qu'elle devait être, une COP d'action qui a accéléré les progrès réalisés dans le cadre de l'Accord de Paris au niveau de la finance, de nouvelles initiatives, de l'ambition et de la solidarité entre les nations et les continents.

Parmi les nombreuses nouvelles annonces et initiatives lancées figurent des mesures de soutien de plusieurs milliards et de plusieurs millions de dollars pour les technologies propres, le renforcement des capacités pour rendre compte des plans d'action sur le climat, et des initiatives visant à renforcer la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau dans les pays en développement.

Dans sa décision finale, les signataires de l'Accord de Paris "décident de conclure le programme de travail engagé par l'Accord de Paris aussi tôt que possible", mais "au plus tard" lors de la COP24, soit en 2018, qui se tiendra en Pologne. Elle donne mandat aux présidences de la COP 22 (le Maroc) et la COP 23 (qui sera assurée par Fidji à Bonn, en Allemagne) pour organiser des discussions "informelles" dès mai 2017.

C'est donc la principale décision de cette COP 22 que de respecter la feuille de route de l'Accord de Paris dont l'article 20 "*décide d'organiser un dialogue de facilitation entre les Parties pour faire le point en 2018 des efforts collectifs déployés par les Parties en vue d'atteindre l'objectif à long terme énoncé au paragraphe 1 de l'article 4 de l'Accord*", c'est-à-dire de "*contenir l'élévation des températures en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation à 1,5°C*" par "*le plafonnement mondial des émissions de gaz à effet de serre dans les meilleurs délais*".

Les entreprises, les investisseurs, les villes et les gouvernements locaux ont également formulé de nouveaux engagements en matière de changement climatique, venus s'ajouter aux milliers déjà annoncés en amont et pendant la conférence sur le climat à Paris l'année dernière.

Tard dans la nuit du 18 au 19 novembre, l'assemblée des 197 délégations à la COP 22 a adopté les principaux textes proposés par la présidence marocaine à l'issue de ces deux semaines de conférence. Ainsi, l'Accord appelle à un renforcement important de la transparence de l'action, y compris en ce qui concerne la mesure et la comptabilisation des réductions d'émissions, la mise à disposition de financements climatiques et le développement et le transfert de technologies.

Il comprend également des travaux de conception de communication pour l'adaptation, principal vecteur de l'Accord de Paris pour partager les efforts individuels d'adaptation et les besoins d'appui.

Au titre des progrès accomplis par les Gouvernements dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris :

Les gouvernements ont fait des progrès dans des domaines clés de l'action climatique, dont les financements en faveur du climat, l'adaptation, le renforcement des capacités, la technologie et la réactivité aux questions de genre. Voici un aperçu :

◆ *Financements climatiques :*

- Les pays ont promis plus de 81 millions de dollars au Fonds pour l'adaptation, dépassant ainsi son objectif pour l'année.
- Les pays se sont engagés à verser plus de 23 millions de dollars au Centre et Réseau des Technologies Climatiques (CTCN, selon le site en anglais), qui soutient les pays en développement en matière de développement et transfert des technologies climatiques. En tant qu'entité de mise en œuvre du Mécanisme Technologique, le CTCN est une institution clé pour permettre aux pays de réaliser leurs engagements en vertu de l'Accord de Paris.
- Le Fonds vert pour le climat (GCF, selon le sigle en anglais) a annoncé l'approbation des deux premières propositions de formulation de plans nationaux d'adaptation, pour le Libéria hauteur de 2,2 millions de dollars et pour le Népal à hauteur de 2,9 millions de dollars. Il est attendu que 20 autres propositions de pays soient bientôt approuvées, bénéficiant chacune d'un maximum de 3 millions de dollars.
- Globalement, le GCF est sur la voie de l'approbation 2,5 milliards de dollars à allouer aux projets.

◆ *Adaptation :*

- L'initiative Adaptation de l'Agriculture Africaine (3A), qui regroupe 27 pays participants dont la Côte d'Ivoire, a montré comment l'eau, le sol, la gestion des risques climatiques, le financement des petits agriculteurs et les Objectifs de développement durable (ODD) sont traités avec un objectif global d'avancement de l'adaptation.

◆ *Pertes et préjudices :*

- Un nouveau cadre quinquennal au sein du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices (WIM, selon le sigle en anglais) traitera des impacts qui ne sont pas pris en compte par l'adaptation planifiée, y compris le déplacement, les migrations et la mobilité humaine ainsi que la gestion globale des risques.
- ◆ *Renforcement des capacités :*
 - Une autre climatique accélérée s'est manifestée par la mise en œuvre, par les pays, du Comité de Paris sur le renforcement des capacités. Il contribuera à renforcer les capacités en matière d'action climatique dans les pays en développement. Les membres du comité ont été élus et les travaux seront entrepris en mai 2017.
- ◆ *Technologie :*
 - Au cours de la COP 22, les gouvernements ont appris qu'en 2016, plus de 30 projets de réduction des émissions avec des objectifs de transfert de technologie ont été approuvés par le FEM, bénéficiant de 188,7 millions de dollars en financement du FEM et 5,9 milliards de dollars de cofinancement.
- ◆ *Questions du genre :*
 - Quinze ans après la première décision sur la question des femmes et du genre dans le cadre de la CCNUCC à la COP7 Marrakech, les gouvernements ont franchi une nouvelle étape importante vers la réalisation de leurs objectifs en matière d'égalité des sexes et de politique climatique sensible au genre, en acceptant un programme de travail élargi qui comprend, entre autres, la société civile et les entreprises du secteur privé.

❖ **COP23 : 06 nov – 17 nov. 2017 (Bonn – Allemagne)**

La vingt-troisième Conférence des Parties (CoP23) sur le climat s'est tenue à Bonn, en Allemagne, du 06 au 17 novembre 2017, couplée à la treizième Conférence des Parties (CMP13) des Etats signataires du Protocole de Kyoto et à la deuxième Conférence des Parties (CMA1.2) des Etats signataires de l'Accord de Paris. Cette COP23 s'est inscrite dans la poursuite des actions concrètes pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Le processus d'établissement de l'Accord de Paris, appelé « Programme de travail », a été l'un des enjeux majeurs de la Conférence des Parties. Cette rencontre était dédiée à la rédaction du manuel de mise en place de l'Accord de Paris que la communauté internationale doit formaliser avant décembre 2018. En outre, un Plan d'Action concernant le financement de la mise en œuvre de l'Accord de Paris dans chaque pays a été défini avec la Banque Mondiale et a été mis sur la table des négociations au cours de cette COP23.

Cette vingt troisième Conférence des Parties (COP23) sur le Climat a réuni du 06 au 17 novembre 2017, à Bonn, entre 15 et 20 mille participants venus des 196 pays membres de la CCNUCC.

Au plan national, sur plus de 700 demandes d'accréditations reçues par le Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable, ce sont 543 personnes qui ont pu obtenir l'accréditation dont 178 personnes ont pu effectivement effectuer le déplacement à Bonn constituant ainsi la délégation ivoirienne à cette conférence, en Allemagne. Cette délégation conduite par Madame Anne Désirée OULOTO, Ministre de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable était composée de participants issus de la plupart des secteurs d'activités. Il s'agit :

- ◆ **des Institutions de la République** (Assemblée Nationale ; Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel ; Primature ; Ambassade de Côte d'Ivoire en Allemagne) avec un effectif de **23 personnes** soit 12,92% des participants ;
- ◆ **des Ministères Techniques** (Ministères de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable ; Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ; Ministère des Eaux et Forêts ; Ministère des Ressources Animales et Halieutiques ; Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste ; Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables ; Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique ; Ministère des Transports ; Ministère du Plan et du Développement ; Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme) : avec un effectif de **69 personnes** soit 38,76% des participants ;
- ◆ **des Collectivités Territoriales** : (Assemblée des Régions et District de Côte d'Ivoire ; Districts Autonomes d'Abidjan et de Yamoussoukro ; Conseils Régionaux de Kabadougou, du Gbôklê, de Béré, du Sud-Comoé, du Gontougo ; l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire) avec un effectif de **44 personnes** soit 24,72% des participants ;
- ◆ **du Secteur Privé** (Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire ; Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire ; RMG Côte d'Ivoire) avec un effectif de **19 personnes** soit 10,67% des participants ;
- ◆ **des Organisations de la Société Civile** (les ONG FIPE ; Planète verte 365 Jours ; Global Garden ; Page verte) avec un effectif de **18 personnes** soit 10,11% ;
- ◆ **des Médias** (Fraternité Matin ; Soir Infos ; RTI) avec un effectif de **5 personnes** soit 2,81% des participants.

La prise en charge des 178 personnes de la délégation ivoirienne a été faite sur deux types de budgets à savoir : le Budget de l'Etat et le Budget hors Etat. Ainsi on a :

- ◆ **Sur le Budget de l'Etat :**

- Budget des Ministères Techniques : 23 personnes pour un montant de cinquante-cinq millions cent cinquante-trois mille huit cent francs (55 153 800 FCFA);
- Budget des Institutions de la République : 23 personnes ;
- Budget des Collectivités Territoriales : 44 personnes.

◆ **Sur le Budget hors Etat :**

- Budget du secteur Privé : 19 personnes ;
- Budget des Partenaires Techniques et Financiers : 46 personnes ;
- Budget des Organisations de la Société Civile : 18 personnes.

Avant le début officiel de la COP23, **des réunions préparatoires sur les textes de négociations** se sont tenues au siège de la Convention en Zone Bula, à Bonn, du 29 octobre au 03 novembre 2017 où le Point Focal National de la CCNUCC accompagné de nos négociateurs ont participé aux échanges du Groupe Africain (31 octobre et 01 novembre 2017) et du groupe des G77 plus la Chine (02 et 03 novembre 2017). Ces réunions préparatoires, encore appelées groupes de contacts, ont eu pour objectif de **s'accorder sur les points critiques et les « lignes rouges »** à ne pas franchir durant les négociations de la COP23.

Au titre de la cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture de la COP23, qui a eu lieu le lundi 06 novembre 2017, a été marquée par plusieurs interventions comme il suit:

- ◆ le Président de la COP 22/CMP 12, **Monsieur Salaheddine Mezouar**, du Maroc, a ouvert la COP23 par les remerciements à l'égard de nos hôtes, pour leur chaleureuse générosité, leur affable hospitalité et l'efficacité logistique qu'ils ont déployée pour offrir les meilleures conditions de confort et de travail. Il a invité tous les pays à agir résolument dans cette période pré 2020, par principe de solidarité, d'efficience et d'efficacité pour l'atteinte de notre ambition collective et irréversible pour le climat et le développement durable.
- ◆ le Président de la COP 23/CMP13, **Monsieur Frank Bainimarama, Premier Ministre Fidjien**, a signifié que le besoin d'urgence est évident car notre monde est en détresse face aux phénomènes météorologiques extrêmes causés par le changement climatique. Il a exhorté les participants à utiliser les deux prochaines semaines et les prochaines COP à venir avant 2020, pour trouver les moyens de mise en œuvre de l'Accord de Paris et de faire progresser l'ambition et le soutien à l'action afin d'atteindre l'objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris, celui de plafonner la température moyenne mondiale à 1,5 degré Celsius par rapport à l'âge pré-industriel.
- ◆ la Secrétaire Exécutive de la CCNUCC, **Madame Patricia Espinosa**, qui a fait l'historique de l'Accord de Paris qui en un temps record, a été ratifié par 169 pays, ce qui nous permet d'aller de l'ère de l'espoir à l'ère de la mise en œuvre,

tout en soulignant qu'avec l'Accord de Paris, nous avons un chemin clair pour véritablement lutter contre le changement climatique. Vu l'urgence due aux effets néfastes des changements climatiques sur les populations, elle a rappelé que nous n'avons plus le luxe du temps mais nous devons agir maintenant.

- ◆ le Président du GIEC, **Monsieur Hoesung Lee**, a relayé le « très actif » programme de travail du GIEC qui viendra soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur des bases scientifiques, en signalant notamment l'approbation des grandes lignes du rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5°C, comme la COP21 à la CCNUCC l'avait demandé.
- ◆ le Maire de la Cité de Bonn, **Monsieur Ashok-Alexander Sridharan**, a présenté les efforts consentis par les autorités de Bonn pour faire de cette cité la capitale mondiale de la durabilité et de la protection du climat. Il a rappelé que le changement climatique menace plus que jamais l'humanité, cela affecte chacun d'entre nous d'où la lutte contre ce fléau doit commencer au niveau local.

Suite à cette cérémonie d'ouverture de la COP23/CMP13/CMA1.2, l'Assemblée a procédé à l'élection du bureau. Ainsi, **Monsieur Frank Bainimarama**, le Premier ministre fidjien, a été élu **Président de la COP 23/CMP 13 par acclamation**. Souhaitant aux délégués la bienvenue à Bonn, il a déclaré que « **la demande collective au monde est qu'il maintienne le cap fixé à Paris** » avec l'Accord adopté fin 2015 contre le réchauffement planétaire. Aussi a-t-il insisté sur le besoin d'agir urgemment car « notre monde souffre d'événements extrêmes provoqués par le changement climatique. (...) Nous devons faire tout ce que nous pouvons pour faire marcher l'Accord de Paris ».

Au titre des activités de la délégation ivoirienne

Pendant les 12 jours des négociations sur le climat qui ont succédé à la cérémonie d'ouverture, les activités sur le stand de la Côte d'Ivoire située en zone Bula, d'une superficie de 100m², ont été marquées par les side event, les rencontres B to B, les tables rondes, l'animation du stand par les structures publiques et parapubliques, le secteur privé, les collectivités territoriales et la société civile, engagés dans la lutte contre les changements climatiques. La délégation a participé à des activités hors du stand de la Côte d'Ivoire également, notamment en zone Bonn, à travers la visite des stands des autres délégations, l'organisation de side events ainsi que la participation à d'autres side events.

La particularité de la participation de la Côte d'Ivoire à la COP23 était la mobilisation des ressources techniques et financières pour la mise en œuvre de projets concrets dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques.

Ainsi, du lundi 06 au vendredi 17 novembre 2017, les deux salles de réunion et la salle de B to B du stand de la Côte d'Ivoire ont enregistré plusieurs activités :

- **Au niveau des rencontres Business to Business (B to B) :** plusieurs projets ont fait l'objet de séance de travail. Il s'agit entre autres, du projet « Agroforesterie du PNOP » ; PROCARBOOH (vulgarisation des foyers améliorés et combustibles alternatifs) ; du projet un (1) producteur, un (1) hectare de forêt ; du projet Climate City en Côte d'Ivoire ; du projet GRAND-BASSAM ville durable et du Projet Cocody cité verte puits de carbone. De plus, des recherches de partenariats et des discussions sur le processus du Plan National d'Adaptation (PNA) ont eu lieu, de même que des échanges sur la mise en œuvre de l'action pour l'autonomisation climatique (ACE) et le mécanisme REDD+ en Côte d'Ivoire.

De ces sujets abordés ci-dessus, plusieurs promesses et acquis ont été obtenus par les structures ivoiriennes.

- **Au niveau de l'animation du Stand :** un programme a été arrêté de sorte à permettre aux structures d'exposer sur leurs acquis en matière de climat. Ceci à travers des brochures, des kakemonos, des films et autres. Des gadgets (Tee-shirts, Polos, Clés USB, Porte-clés) ont également été distribués aux visiteurs et invités.

- **Au niveau des side events organisés hors du stand de la Côte d'Ivoire :** certaines activités ont été organisées hors du stand de la Côte d'Ivoire, notamment en Bonn zone, en vue de faire connaître les actions nationales de lutte contre les changements climatiques. A titre d'exemple, le Ministère en charge de l'Environnement, a co-organisé sur le pavillon de l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD) plusieurs side events portant sur :

- le Niveau d'émission de référence des forêts de la Côte d'Ivoire;
- le projet pilote REDD+ dans la région de la Mé en mettant un accent sur les actions innovantes pour enrayer la déforestation dans le domaine rural de Côte d'Ivoire;
- la stratégie nationale REDD+ et la politique de réhabilitation des forêts co-animée par les Ministres chargés de l'Environnement et des Eaux et Forêts.

- **Au niveau des activités du Chef de la Délégation ivoirienne :** le Chef de la Délégation a participé à des rencontres et réunions de haut niveau pour le compte de la Côte d'Ivoire. Il s'agit de :

- la rencontre d'échanges avec le Fonds Vert pour le climat (FVC) sur le projet Agriculture Zéro déforestation ;
- la rencontre avec la structure dénommée « Responing to Climate Change (RTCC) » sur le forum international de la finance climatique prévu à Abidjan en février 2018 ;
- la Rencontre avec le Directeur du Centre et Réseau de Technologies Climatiques (CTCN) de la CCNUCC ;

- l'Intervention de Madame le Ministre au Carbon Pricing Leadership, précédée d'une rencontre avec la Ministre Canadienne de l'Environnement ;
- la Participation à la réunion consultative de la Conférence des Ministres Africains en charge de l'Environnement (CMAE);
- la participation au segment de haut niveau de la COP 23 avec la lecture de la déclaration Pays ;
- l'animation d'un point de presse sur les acquis de la Côte d'Ivoire à la COP 23.

Au titre du Segment de Haut Niveau (HLS)

Ayant débuté dans l'après-midi du Mercredi 15 novembre 2017 dans la salle plénière New York en zone Bula, les déclarations des pays, à l'occasion du Segment de Haut Niveau (HLS), ont été l'un des faits les plus marquants de ce sommet des Nations Unies sur le climat. Ces déclarations se sont poursuivies jusqu'à la soirée du Jeudi 16 novembre 2017.

Intervenant à la 40^{ème} position, le Ministre de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable de Côte d'Ivoire, Madame Anne Désirée OULOTO a rappelé que son pays entend maintenir ses ambitions de développement sobre en carbone par la mise en œuvre de sa stratégie bas carbone, présentée lors de la COP21. Elle a ensuite exhorté la communauté internationale à plus d'engagement pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre en vue de contenir le réchauffement climatique en deçà de 2° Celsius, voire de 1,5° Celsius à l'horizon 2100. Elle a aussi rappelé l'importance d'une conjugaison des efforts de tous et de chacun, de même que la prise en compte des priorités des uns et des autres. Elle a insisté sur l'engagement des pays développés à mobiliser 100 milliards de dollars par an, d'ici à 2020, en faveur des pays en développement, qui doit demeurer un élément central, tout en indiquant que la mise en œuvre des mesures de lutte contre les changements climatiques en Côte d'Ivoire, nécessitera la mobilisation d'importantes ressources financières.

Au titre des négociations sur la mise en œuvre de l'Accord de Paris

La vingt troisième Conférence des Parties (COP23) sur les changements climatiques s'est inscrite dans la poursuite des actions concrètes et des négociations des mécanismes de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, relativement à l'atténuation, l'adaptation, le financement, le renforcement des capacités, le rehaussement de l'ambition, la transparence dans l'action, les mécanismes de marché et non-marché, le développement et le transfert de technologies climatiques, et la question du bilan mondial qui sera établi en 2018. L'équipe de négociateurs ivoiriens a participé aux différents travaux. Les décisions arrêtées par la COP23 sont entre autres :

- **Au niveau du programme de travail sur l'Accord de Paris** : la COP23 décide de superviser et d'accélérer l'achèvement du programme de travail au titre de l'Accord de Paris à sa vingt-quatrième session (décembre 2018).

- **Au niveau du renforcement de l'ambition avant 2020** : il est demandé aux Parties au Protocole de Kyoto qui n'ont pas encore ratifié l'amendement de Doha de le faire et de soumettre d'ici le 1er mai 2018 à la CCNUCC les informations supplémentaires sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en renforcement de l'ambition pré-2020;

- **Au niveau de la finance** : la COP23 engage des pays développés à mobiliser effectivement les 100 milliards de dollars US d'ici 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement. La COP appelle à aider les pays en développement à évaluer leurs besoins et priorités y compris les besoins en matière de technologies et de renforcement des capacités. Par ailleurs, en 2018, sera organisé par la présidence de la COP et la CCNUCC, un dialogue ministériel de haut niveau sur l'accès au financement climatique.

- **Au niveau du renforcement des capacités** : les Parties visées à l'annexe II de la Convention et les autres Parties sont invitées à s'investir davantage dans le renforcement des capacités des pays en développement et à économies en transition. A cet effet, certaines institutions telles le Fonds pour l'Environnement Mondial sont appelées à appuyer ce renforcement de capacités.

- **Au niveau des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)** : les Parties sont invitées à continuer de fournir des informations sur les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du processus d'élaboration et de mise en œuvre des PNA, les meilleures pratiques, les enseignements tirés, les lacunes et les besoins.

- **Au niveau du Transfert de technologies** : la COP23 attend que soient promues aussi les technologies endogènes, y compris des connaissances des communautés locales et des peuples autochtones et de l'équilibre entre adaptation et atténuation.

- **Au niveau du genre** : la COP23 a adopté un plan d'action sur le genre.

- **Au niveau des nouvelles initiatives lancées et des financements annoncés** : la COP23 a été le lieu de lancement de nouvelles initiatives et des promesses de financements qu'il conviendra de capitaliser rapidement. Il s'agit entre autres :

- du lancement par le Fonds Vert pour le Climat, d'une nouvelle procédure simplifiée d'approbation des projets ;
- du lancement d'un nouveau programme du Secrétariat de Intra-ACP pour l'assistance technique des pays de l'ACP (Afrique Caraïbes Pacifique) dans la lutte contre les changements climatiques ;

- du lancement du Centre d'Excellence Mondial sur l'Adaptation au Climat, *en anglais* The Global Centre of Excellence on Climate Adaptation (GCECA) ;
- de la contribution supplémentaire de cinquante (50) millions d'euros annoncés par l'Allemagne au profit du Fonds pour l'adaptation ;
- du lancement du partenariat mondial « InsuResilience » pour le financement des risques climatiques et les solutions d'assurance avec une contribution initiale de l'Allemagne qui a alloué quinze (15) millions d'euros pour le financement des activités.

Au titre des acquis de la Côte d'Ivoire

Plusieurs acquis dont des accords de coopération et conventions ont été signés par différentes structures à cette COP23. Il s'agit, entre autres, de:

- la signature d'une convention avec les chocolatiers par le Ministère des Eaux et Forêts ;
- la signature d'une convention par le MINSEDD en vue de l'organisation d'un forum international sur la finance climatique à Abidjan en février 2018 ;
- la signature d'une convention entre le MINSEDD et le Secrétariat Exécutif de la Convention des Espèces Migratrices appartenant à la faune sauvage sur les requins et rapaces ;
- la signature d'Accord de partenariat entre l'ARDCI, le District de Yamoussoukro et le R20 (Regions of Climate Action) sur le traitement des déchets ménagers ;
- la signature d'un Accord de partenariat entre le R20, l'ARDCI et le Conseil régional du Lôh-Djiboa sur l' « aménagement d'une forêt régionale » ;
- la soumission, par la Côte d'Ivoire au secrétariat de la CCNUCC, du Mécanisme des Bénéfices Basés sur l'Adaptation (il s'agit d'un modèle financier d'intégration du secteur privé dans l'adaptation aux changements climatiques).

2.7. Suivi et évaluation de la feuille de route

Dans le cadre de cette action, un rapport provisoire sur la mise en place d'un système national MRV (Measurement Reporting and Verification) est disponible. Ce système permettra de réaliser un suivi efficace de notre feuille de route et de faciliter la rédaction des communications nationales, des rapports biennaux actualisés, des mises à jour de nos CDN et des indicateurs environnementaux des PND.

3. OPPORTUNITES ET ENJEUX DE LA COP24

3.1. Opportunités de la COP24

La 24^{ème} Conférence des Parties (COP22) à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) se tiendra du 03 au 14 décembre 2018, à Katowice, en Pologne.

Après la COP21 de Paris en décembre 2015 dite « **COP des décisions** » qui a abouti à l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat, la Communauté Internationale se réunira une fois de plus, lors de la COP24 afin de négocier les mécanismes de mise en œuvre efficiente de cet Accord universel et juridiquement contraignant sur le climat. En effet, depuis les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) présentées après la ratification de l'Accord de Paris, chaque Etat partie à la CCNUCC est appelé à fournir plus d'efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre (atténuation) dans les secteurs identifiés comme prioritaires et, à faire preuve d'innovations pour améliorer la résilience des populations et des secteurs vulnérables (adaptation).

A l'instar des autres pays, la Côte d'Ivoire entend prendre part à cette importante rencontre qui vise notamment à :

- ◆ définir des approches concrètes en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;
- ◆ renforcer les compétences techniques des pays signataires de l'Accord de Paris et des acteurs non-étatiques pour concevoir et appliquer des stratégies pour réduire leurs émissions de CO₂ ;
- ◆ dégager de nouvelles pistes en termes d'innovation technologique pour l'adaptation et l'atténuation sur la base d'un partenariat public-privé.

Cette rencontre permettra aussi de tracer une feuille de route pour concrétiser le partenariat bilatéral pré et post COP24, de déterminer la possibilité d'apporter un appui aux pays africains dans l'élaboration des programmes et des stratégies de lutte contre les changements climatiques.

Ce rendez-vous se veut également un dialogue approfondi entre les décideurs et les fournisseurs de solutions techniques, y compris des ingénieurs et des experts en technologies à faibles émissions de carbone.

3.2. Enjeux de la COP24

La COP24 devrait être la COP de la mise en œuvre, lors de laquelle des décisions essentielles pour garantir la mise en œuvre de l'Accord de Paris devront être prises. Elle permettra d'approfondir le partenariat entre les Gouvernements, les collectivités locales, le secteur privé et la société civile en matière de lutte contre le changement climatique. Ainsi, quatre (04) dossiers seront à l'ordre du jour lors de cette COP24 :

- ◆ **Rule Book** : même si l'Accord de Paris est déjà entré en vigueur, il n'est pas encore complètement opérationnel. L'adoption d'un « mode d'emploi » précisant la mise en œuvre de l'Accord de Paris, définissant les règles de révision, de contrôle et de transparence des engagements climatiques annoncés par les pays, s'avère nécessaire.
- ◆ **Le financement climat** : l'engagement des 100 milliards de dollars annuels à allouer par les pays développés aux pays en développement d'ici 2020, tant pour l'adaptation que pour l'atténuation, reste un enjeu crucial du financement climat car il n'est pas suivi d'actions concrètes de ces pays développés mais aussi les mécanismes de décaissement sont trop contraignants.

- ◆ **Les pertes et préjudices** : le principe de pertes et préjudices est reconnu dans l'Accord de Paris comme le 3^{ème} pilier de l'action climatique, à côté de l'atténuation et de l'adaptation. Ces trois (03) piliers sont étroitement liés en ce sens que des efforts d'atténuation insuffisants et trop peu de financements pour l'adaptation, favorisent l'augmentation des catastrophes climatiques.
- ◆ **Le dialogue de Talanoa** : Institué par la présidence fidjienne de la COP23 à Bonn, ce dialogue a deux objectifs majeurs : faire le point sur les efforts des parties au nouveau de la réduction des émissions de gaz à effet de serre avec pour objectif le maintien de la température en dessous de 2°C et de tendre vers 1,5°C et, orienter les Contributions Déterminées au niveau National de chaque Etat. Ce mécanisme est axé sur trois (03) questions, à savoir : où sommes-nous ? où allons-nous ? comment y allons-nous ?

Au regard des enjeux de cette conférence, la participation de la Côte d'Ivoire est indispensable tant pour les négociations internationales sur le climat que pour la mobilisation des ressources financières en faveur de la mise en œuvre des projets structurants de lutte contre les changements climatiques.

4. ATTENTES DE LA CÔTE D'IVOIRE A LA COP24

La 24^{ème} Conférence des Parties (COP24) ouvre la voie à la mise en œuvre d'actions concrètes de lutte contre les changements climatiques depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat lors de la COP21. Ainsi, au cours de cette COP24, les principales attentes de la Côte d'Ivoire sont les suivantes.

4.1. Renforcement des capacités

L'un des instruments majeurs mis en place à travers l'Accord de Paris est le Comité de Paris sur le Renforcement des Capacités à la demande de la Côte d'Ivoire et de tous les pays en développement. A cet effet, la Côte d'Ivoire, qui, à travers sa feuille de route, entend mettre un accent particulier sur le renforcement des capacités de tous ses acteurs, voudrait s'appuyer sur ce mécanisme afin de mobiliser des expertises techniques internationales pour un appui au développement et à la mise en œuvre des actions prévues dans ses CDN et sa feuille de route.

4.2. Mise en œuvre des initiatives d'envergures régionales

A l'image de l'initiative sur les énergies renouvelables voulues par les Chefs d'Etats africains, et portée par la Côte d'Ivoire durant les négociations de la COP21 à Paris, la Côte d'Ivoire attend de cette COP24 une meilleure prise en compte d'initiatives portant, outre le secteur énergie, sur l'agriculture intelligente face au climat, la gestion des ressources en eau, la gestion intégrée des déchets et des zones côtières. Il faut noter que ce type d'initiatives facilite le développement de projets régionaux pour renforcer la coopération entre nos pays et mieux capter les ressources financières afin d'être résilient aux effets néfastes des changements climatiques.

4.3. Mobilisation des ressources financières

L'une des attentes majeures de la Côte d'Ivoire à cette COP24 est la mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre de sa feuille de route. La Côte d'Ivoire, comme tous les pays en développement, souhaite que les pays développés honorent leur engagement de mobiliser 100 milliards de Dollar Américain tous les ans pour le compte du Fonds Vert pour le Climat (GCF en anglais) afin de soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation des pays en développement. De plus, la Côte d'Ivoire à l'instar des autres pays en développement va négocier la facilitation de l'accès aux financements climat pour les pays en développement.

4.4. Partage d'expériences

A cette COP24 et à travers les événements/rencontres parallèles (side-event) en marge des négociations, la Côte d'Ivoire entend organiser une série de rencontres sur son stand (X m²) pour un partage d'expériences entre les membres de la délégation ivoirienne et les diverses autres délégations venues à Katowice. La Côte d'Ivoire souhaite un renforcement de la coopération Sud-Sud et Nord-Sud dans l'action climatique. Ce sera l'occasion de partager avec la communauté internationale toutes nos initiatives et stratégies nationales en matière de lutte contre les changements climatiques, mais aussi et surtout apprendre des expériences des autres délégations sur la mise en œuvre de leurs initiatives clés sur le climat.

5. PRESENCE DE LA CÔTE D'IVOIRE A LA COP24

5.1. Stand de la Côte d'Ivoire

Au regard des enjeux importants de la COP24 qui s'inscrivent dans l'opérationnalisation de l'Accord de Paris, il est important que la participation de la Côte d'Ivoire soit efficiente. Pour cela, la Côte d'Ivoire va acquérir un stand de 150 m² (50 m² pour la COP21, 150 m² pour la COP22 et 100 m² pour la COP23).

Par ailleurs, l'aménagement du stand sera validé par le MINEDD. Néanmoins, la configuration du stand de la Côte d'Ivoire sera similaire à celle de la COP22 à Marrakech comprenant une (01) salle de conférence (60 m²), une (01) salle de réunion (20 m²), un (01) bureau (10 m²), une (01) salle VIP (20 m²), un (01) hall d'exposition (30 m²) et un (01) magasin (5 m²) (cf. figure 1) ; les pertes liées aux cloisons étant estimées à 5 m².

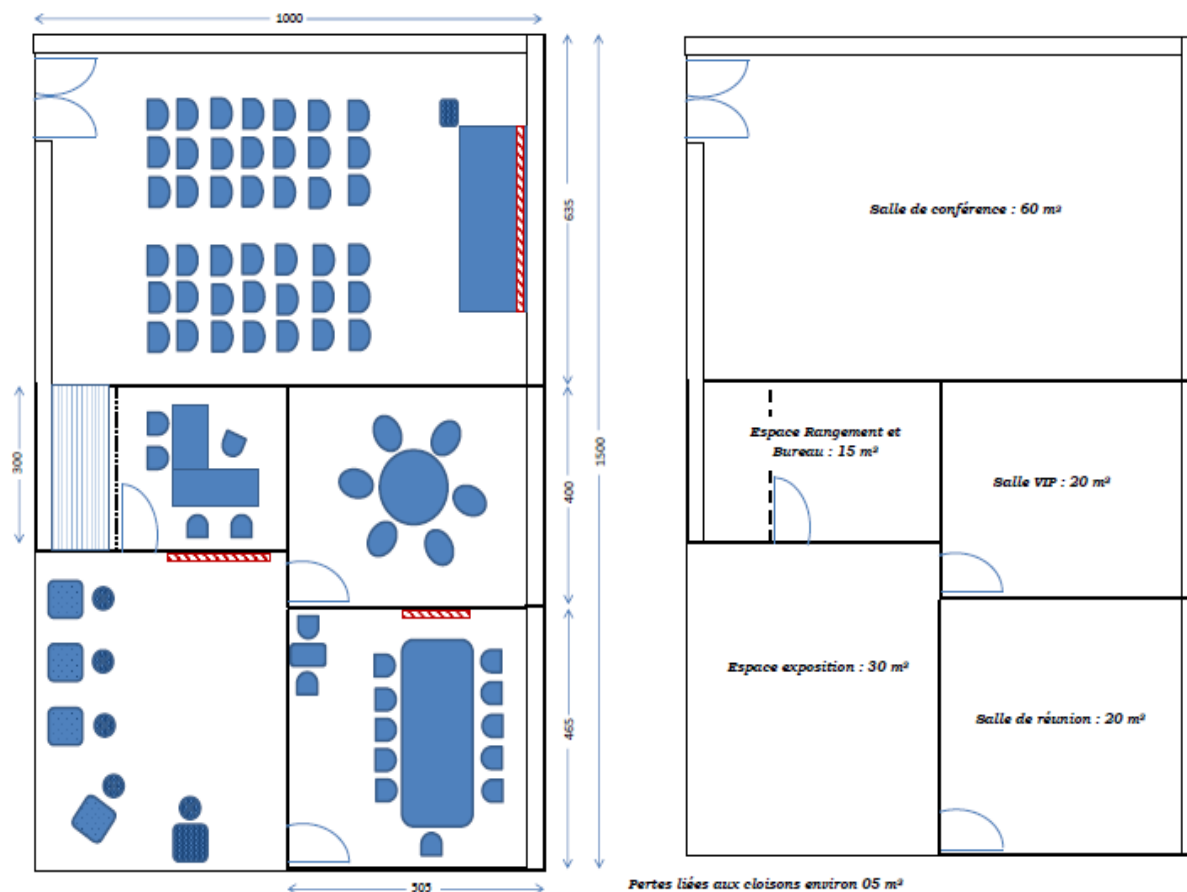


Figure 1 : Proposition d'aménagement du stand de la Côte d'Ivoire lors de la COP24.

5.2. Animation du stand de la Côte d'Ivoire

L'animation du stand de la Côte d'Ivoire se fera principalement dans la salle de conférences (via des panels) et dans le hall d'exposition. Au niveau du hall d'exposition, il s'agit de présenter toutes les initiatives et les projets qui se font en Côte d'Ivoire en matière de lutte contre les changements climatiques. Plusieurs structures ont manifesté leur intérêt pour occuper cet espace hautement stratégique en matière de communication. Il s'agit des :

- ◆ Administrations publiques
- ◆ Entreprises du secteur privé
- ◆ Collectivités territoriales
- ◆ Organisations de la société civile.

Le stand sera animé par la délégation officielle du Ministère en charge de l'Environnement comprenant les Directeurs Généraux de l'Environnement et du Développement Durable, de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves, les Directeurs de l'Economie Verte et de la responsabilité Sociétale, de la lutte contre les changements climatiques et le service de la communication.

5.3. Panels en salle de conférences

Pour l'animation du stand de la Côte d'Ivoire et en particulier celui de la salle de conférences, il est prévu des side-events organisés par les différentes institutions ivoiriennes en collaboration avec leurs partenaires nationaux et internationaux et couvrant les thématiques majeures de la COP24. Ils seront marqués par le partage des expériences ivoiriennes et le lancement d'initiatives et de partenariats en faveur de l'action climatique.

6. PARTICIPATION AUX NEGOCIATIONS AVEC LE GROUPE AFRICAIN

La Côte d'Ivoire participera à la COP24 avec une équipe de négociateurs. Les capacités des membres de cette équipe ont été renforcées au travers de différents ateliers, séminaires, conférences et réunions, sur la COP24, aux échelles internationale, régionale et nationale. L'équipe des négociations est présidée par le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, le professeur Joseph Séka SEKA, assisté du Directeur de cabinet Adjoint (Mme Nasséré KABA), du Directeur Général de l'Environnement et du Développement Durable (Dr. Gustave ABOUA), du Directeur de la Lutte contre les Changements Climatiques qui est le Point Focal de la CCNUCC (Dr. Eric-Michel ASSAMOI). La liste de membres de l'équipe de négociations est fournie dans le tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2 : Liste de l'équipe des négociateurs des Conférences des Parties sur le Climat

N	Nom et Prénoms	Fonction	Responsabilité	Thématiques
1	Prof. Josphé Séka SEKA	Ministre	Présidence	Toutes
2	Mme Nasséré KABA	Directeur de Cabinet Adjoint	Coordination et Supervision	Toutes
3	Dr. Gustave ABOUA	Directeur Général de l'Environnement et du Développement Durable	Suivi et Evaluation	Toutes
4	Dr. Eric-Michel ASSAMOI	Directeur de la Lutte contre les Changements Climatiques (DLCC)	Coordination des activités des Points Focaux des Mécanismes	Toutes / Atténuation
	Dr. Tiangoua KONE	Sous-Directeur chargé des Etudes et Projets (DLCC)	Point Focal Fonds Vert Climat	Financements
4	M. Agré Richemond ASSIE	Coordonnateur du Programme National Changements Climatiques (PNCC)		CDN
5	M. Jean Douglas ANAMAN	Assistant Technique au PNCC	Point Focal Adaptation	Adaptation
6	Col. Ernest AHOULOU	Secrétaire Exécutif Permanent REDD+	REDD+	REDD+
7	M. Agnon Arsène AKE	Assistant Technique au PNCC	Point Focal Renforcement des Capacités	Renforcement des Capacités

8	Mme Rachel BOTI épouse DOUAYOYA	Coordonnatrice des activités sur MDP	Point Focal MDP	Mécanismes de marché carbone
9	M. Ange-Benjamin BRIDA	Coordonnateur des activités de la CCAC	Point Focal de la Coalition pour le Climat et l'Air Pur (CCAC)	Ambition et équité
10	M. Kumassi Philippe KOUADIO	Sous-Directeur chargé du Développement et du Transfert de Technologie	Point Focal Centre de Technologie et du Réseau Climatique (CTRC)	Transfert de technologies
11	M. Oreste Santoni AKOSSI	Sous-Directeur chargé du renforcement des capacités et de la finance climatique	Point Focal pour le Fonds d'adaptation	Transparence et équité

7. INFORMATIONS PRATIQUES POUR KATOWICE

7.1. Accréditation des participants ivoiriens

Les accréditations des participants à la COP 24 ont démarré en Août 2018. Les personnes désireuses de faire partie de la Délégations ivoirienne sont invitées à se faire accréditer. **Les accréditations se font par le point focal de la CCNUCC.**

Selon la procédure, toutes les parties prenantes doivent adresser un courrier à Monsieur le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable (courrier mentionnant adresse email, téléphone, structure, titre, participation à une COP antérieure, source de financement, raison de votre participation et engagement à remettre un rapport de mission dans les 7 jours suivant la fin de la COP). A cette lettre, il faudra joindre la copie du passeport. Monsieur le MINEDD donnera instructions au Point Focal CCNUCC pour une accréditation ou non.

Cependant, il faut souligner qu'en plus du point focal de la CCNUCC qui fait les accréditations, il y a deux entités qui font les accréditations pour les Organisations de la Société Civile (OSC). Il s'agit de : **(i) Partenariat National de l'Eau de Côte d'Ivoire (PNECI)** dont le Point Focal est *M. ADOU Assemien Hermane* et, **(ii) Children's International Summer Villages – Côte d'Ivoire (CISV-CI)** dont le Point Focal est *M. KATIOHORA Naon*. La date limite de soumission des accréditations des OSC a été fixée par la CCNUCC au 15 septembre 2018.

7.2. Fuseau horaire

La Pologne applique le système de l'heure d'été/heure d'hiver. Ainsi deux fois par an l'horaire local avance d'une heure ou de deux heures par rapport à l'heure d'Abidjan (UTC/GMT) selon les périodes suivantes :

- ◆ du lundi 1 janvier 2018 au dimanche 25 mars 2018 : heure d'hiver (UTC/GMT+1)
- ◆ du dimanche 25 mars 2018 au dimanche 28 octobre 2018 : heure d'été (UTC/GMT+2)

- ◆ du dimanche 28 octobre 2018 au lundi 31 décembre 2018 : heure d'hiver (UTC/GMT+1)

7.3. Monnaie

L'unité monétaire polonaise est l'Euro. On peut se le procurer dans les banques et les établissements agréés en Côte d'Ivoire. Le franc CFA ne peut pas être échangé dans la zone Euro. Cependant, les distributeurs automatiques acceptent toutes les cartes de crédit internationales.

- ◆ Billets : 500 €, 100 €, 50 €, 20 €, 10 € et 5€.
- ◆ Pièces : 2 €, 1 €, 0.5 €, 0.2 €, 0.1 €, 0.05 €, 0.02 € et 0.01 €

7.4. Vaccin

Aucun certificat de vaccination n'est exigé mais il est recommandé de se prémunir contre la grippe et la fièvre jaune (exigé au retour à Abidjan).

7.5. Climat

A Katowice, le temps varie au cours de l'année :

- ◆ Entre janvier et mars, le climat est très mauvais. Le thermomètre grimpe jusqu'à 8°C et il pleut jusqu'à 65 mm chaque mois.
- ◆ D'avril à mai, le climat est correct. En début de soirée, la température est en moyenne de 17°C.
- ◆ Entre juin et septembre, le climat est tout à fait acceptable. Le thermomètre grimpe jusqu'à 20°C et il pleut jusqu'à 95 mm chaque mois.
- ◆ Au mois d'octobre, le climat est défavorable. Le midi, il fait en moyenne 13°C et il pleut jusqu'à 65 mm en octobre.
- ◆ *De novembre à décembre, le climat est très mauvais. Les températures varient entre -1°C et 3°C en décembre et il pleut jusqu'à 66 mm en décembre.*

7.6. Visa

Les citoyens ivoiriens sont obligés d'avoir un visa pour entrer en Pologne (visa Schengen). C'est l'Ambassade d'Allemagne à Abidjan qui délivrera les visas pour aller en Pologne. Pour l'heure, aucune procédure n'a été entamée avec l'ambassade de Pologne pour des facilitations (rendez-vous).

7.1. Transfert aux Aéroports et navettes vers le site de la COP24

Katowice est accessible par voie aérienne, ferroviaire et terrestre. Pour plus d'informations, se référer au site : <https://cop24accommodation.pl/getting-to-katowice/>

Le réseau de transport public de la région de Silésie (région de Katowice) sera disponible gratuitement pour tous les participants accrédités.

Des navettes COP seront réservées exclusivement aux participants à la conférence (participants munis du badge de la COP24).

7.2. Site de la COP24

La COP24 de la CCNUCC se tiendra au Centre International des Congrès de Katowice. L'installation est située au cœur du nouvel espace rénové du centre-ville. Les plans d'occupation prévoient un aménagement d'espace d'une superficie de près de 40 000 m².

- ◆ La « Zone bleue », placée sous l'autorité des Nations Unies, ne sera accessible qu'aux personnes dûment accréditées par le secrétariat de la CCNUCC. Elle comprendra notamment des salles plénières, des salles de conférences et réunions entre négociateurs, et des salles de réunions réservées aux observateurs. D'autres espaces fonctionnels sont prévus dont ceux dédiés aux débats-événements, expositions, accueil et sécurité, carrés hautes personnalités et délégations, bureaux de l'ONU, médias et télédiffusion, services et restauration.
- ◆ La zone « verte » sera réservée à la société civile. Elle sera composée d'espaces fonctionnels dotés des réseaux et des équipements nécessaires à la mise en place des stands.

7.3. Comment se loger à Katowice ?

L'agence Mazurkas Travel Poland a réservé un total de 15.400 chambres pour la COP24 avec la répartition suivante :

- ◆ Rayon autour de 20 km jusqu'à 35 km de la Métropole de Katowice : total de 3.200 chambres
- ◆ Rayon de 21 à 35 km – total de 2.200 chambres
- ◆ Rayon de 36 à 80 km – total de 5.000 chambres
- ◆ Rayon au-dessus de 80 km : Cracovie et la région – total 5.000 chambres

Cette agence continue de rechercher des hôtels et des appartements supplémentaires.

<https://cop24accommodation.pl>

<https://cop24accommodation.pl/hotels/> (hotels)

info@cop24accommodation.pl ou cop24hotels@mazurkas.pl (hébergement de groupes ou simple).

Les réservations des hébergements incombent à chaque participant de la délégation ivoirienne.